

ACTION URGENTE

MENACES CONTRE DES DIRIGEANTS ASSOCIATIFS

Le 18 novembre, les présidents des associations communautaires d'El Porvenir et de Matarratón, à Puerto Gaitán (Meta), ont reçu des messages sur WhatsApp provenant du même numéro, demandant l'organisation de rencontres, ainsi que des informations concernant des membres de la communauté, accompagnés d'une vidéo montrant le meurtre et le démembrement d'une personne. La photo de profil de l'expéditeur est celle d'un membre d'un groupe armé non étatique colombien. Ces communautés paysannes sont victimes de dépossession de terres et de déplacements forcés, et elles sont visées par des menaces et des attaques parce qu'elles essaient de faire valoir leurs droits à la terre. Nous appelons la procureure générale à ouvrir une enquête digne de ce nom et à traduire en justice les responsables présumés.

PASSEZ À L'ACTION : ENVOYEZ UN APPEL EN UTILISANT VOS PROPRES MOTS OU EN VOUS INSPIRANT DU MODÈLE DE LETTRE CI-DESSOUS

Procureure générale
Luz Adriana Camargo Garzón
Avenida Calle 24 No. 52 – 01, Bogotá DC, Colombie
Courriel : d.asuntosinternacionales@fiscalia.gov.co
X : @FiscaliaCol

Madame la procureure générale,

Je vous écris pour vous faire part de ma profonde inquiétude concernant les graves menaces pesant sur la vie, la sécurité et la sûreté des communautés paysannes d'El Porvenir et de Matarratón, en particulier des présidents de leurs assemblées d'action communautaire, dans la municipalité de Puerto Gaitán (département du Meta), au bord de la rivière Meta.

La Corporación Claretiana Norman Pérez Bello a publiquement déclaré que le 18 novembre, les deux présidents ont reçu des messages sur WhatsApp provenant du même numéro, signalé au parquet général dans les plaintes officielles, demandant l'organisation de rencontres, ainsi que des renseignements concernant des membres de la communauté. Ces messages incluent une vidéo montrant le meurtre et le démembrement d'une personne inconnue. La photo de profil de l'expéditeur est celle d'un membre d'un groupe armé non étatique colombien.

Ces populations paysannes sont les bénéficiaires de la décision de justice SU-456 de 2016, rendue par la Cour constitutionnelle, qui a reconnu leurs droits à la terre et au territoire, après qu'elles ont été privées des terres qu'elles occupaient depuis des générations par des personnes en ayant ensuite faussement revendiqué la propriété et en ayant même vendu une partie. Cet arrêt ordonnait au gouvernement de préciser et de protéger les droits de ces communautés à la propriété. Près de 10 ans plus tard, il n'a cependant toujours pas été mis en œuvre, et ces populations ont été visées par de graves menaces et attaques, notamment la disparition forcée et le meurtre de Luz Marina Arteaga, qui s'est illustrée dans la défense de leurs droits, et dont le corps a été retrouvé dans la municipalité d'Orocué, également près de la rivière Meta, en janvier 2022.

Je vous exhorte, en votre qualité de procureure générale, à ouvrir une enquête rigoureuse et efficace, visant à déterminer l'identité des responsables des récentes et précédentes menaces et attaques contre les populations de Matarratón et d'El Porvenir, compte tenu des violations persistantes de leurs droits à la terre et au territoire. Je vous demande aussi de veiller à ce que les responsables présumés soient traduits en justice dans le cadre de procès équitables, afin de prévenir des attaques supplémentaires contre les défenseur-e-s dans la région de la rivière Meta.

Veillez agréer, Madame la procureure, l'expression de ma très haute considération.

COMPLÉMENT D'INFORMATION

Les plaines de l'Orénoque incluent de vastes territoires dotés d'abondantes ressources en eau, d'un énorme potentiel en termes d'agriculture et d'élevage, et d'importantes réserves de pétrole. Loin des principaux centres urbains colombiens, ces terres, traditionnellement habitées par des peuples autochtones, sont soumises depuis des décennies à une occupation violente de la part d'acteurs cherchant à saisir ces territoires, à officialiser cette appropriation par des moyens frauduleux, et à les vendre à des acheteurs souhaitant établir des projets agro-industriels ou pétroliers.

Parallèlement, des communautés autochtones et paysannes, souvent créées par des personnes déplacées de force d'autres secteurs de la Colombie, ont créé des agglomérations et conservé des pratiques paysannes qui se heurtent fréquemment aux intérêts des personnes ayant saisi ces terres, ou même de celles qui les ont achetées en clamant leur bonne foi et affirmant chercher à les développer sur le plan économique. C'est à l'État qu'échoit depuis longtemps la responsabilité de préciser à qui appartiennent les terres, en prenant en compte les droits des victimes de dépossession et de déplacement forcé. Malgré l'existence d'un Système de restitution des terres, et d'initiatives visant à faire progresser une réforme rurale, de nombreux conflits subsistent, et des communautés paysannes et autochtones continuent à être victimes de menaces et d'agressions pour avoir défendu leurs droits à la terre et au territoire.

El Porvenir et Matarratón sont des communautés paysannes qui préservent des pratiques culturelles traditionnelles dans les plaines colombiennes de l'Orénoque, au bord de la rivière Meta, dans la municipalité de Puerto Gaitán (département du Meta), près de la frontière avec les départements du Casanare et du Vichada. À la fin des années 1980, les habitant·e·s de ces villages ont été menacés par des groupes armés et forcés à quitter leurs terres, qui ont ensuite été illégalement occupées et vendues. Ils se battent depuis lors afin de récupérer leur territoire, sur fond de menaces et de dangers persistants, ainsi qu'Amnesty International l'a indiqué dans son rapport de 2014 intitulé *Ensuring sustainable land restitution in Colombia* ([AMR 23/031/2014](#)). En 2016, l'arrêt SU-426 rendu par la Cour constitutionnelle a ordonné à l'Agence territoriale nationale de restituer le territoire à ses « habitants historiques », mais près d'une décennie plus tard, cet ordre n'a toujours pas été exécuté.

Amnesty International a précédemment fait état des menaces adressées à des dirigeant·e·s au sein de ces communautés paysannes, lançant des Actions urgentes en [2015](#) et [2019](#). Cette dernière concernait Luz Marina Arteaga, responsable historique et porte-parole pour le processus de restitution des terres à Matarratón et El Porvenir, qui a été visée par de nombreuses menaces pour son travail et a été soumise à une disparition forcée en janvier 2022. Son corps a plus tard été retrouvé au bord de la rivière Meta à Orocué, dans le département du Casanare.

Des communautés voisines ont rejoint El Porvenir et Matarratón dans leur combat pour la reconnaissance de leurs droits à la terre, notamment la communauté autochtone d'ASEINPOME, elle aussi victime de menaces pour ses revendications territoriales, comme l'a dénoncé publiquement [Amnesty International](#). Malgré ces efforts, les menaces et les attaques, souvent impunies bien qu'elles soient condamnées, continuent à compromettre l'accès aux droits à la terre et au territoire pour certaines populations à travers les plaines de l'Orénoque, comme des récentes menaces contre les présidents du bureau communautaire de Matarratón et d'El Porvenir, qui ont été [publiquement dénoncées par la Corporación Claretiana Norman Pérez Bello](#).

LANGUES À PRIVILÉGIER POUR LA RÉDACTION DE VOS APPELS : Espagnol.
Vous pouvez également écrire dans votre propre langue.

MERCI D'AGIR DANS LES PLUS BREFS DÉLAIS ET AVANT LE : 10 mars 2026
Au-delà de cette date, vérifiez auprès de votre section s'il faut encore intervenir.

NOM : Communautés paysannes d'El Porvenir et de Matarratón

LIEN VERS L'AU PRÉCÉDENTE : N/A